

Alan R. Taylor. *The Superpowers and the Middle East*. Syracuse University Press, Syracuse, NY, 1991, 212 p.

The Superpower and the Middle East appartient à la même veine que les deux derniers livres d'Alan Taylor, *The Arab Balance of Power* (1982), et *The Islamic Question in Middle Eastern Politics*. Tous trois sont de petits ouvrages qui traitent de vastes problèmes ; tous trois aussi développent une vision portant sur une grande région et sont le fruit d'une utilisation exhaustive des études les plus importantes parues en langues occidentales.

Le dernier livre de Taylor s'ouvre sur une courte introduction présentant le contexte historique. Celle-ci est suivie d'un chapitre qui campe la rivalité américano-soviétique commencée après la Deuxième Guerre mondiale. Puis viennent successivement les deux plus longs chapitres du livre, le premier sur la politique américaine, le deuxième sur la politique soviétique au Moyen-Orient durant la guerre froide. Un chapitre final explore les perspectives futures.

Traiter, comme le fait ce livre, d'une région vaste et complexe sur près d'un demi-siècle de diplomatie spectaculaire — tout ceci en moins de 200 pages — n'est pas chose aisée. Dans pareil cas, un auteur doit convaincre le spécialiste sans accabler le généraliste. Quant au lecteur ordinaire, le livre sera pour lui d'un grand attrait, car Taylor possède un style fluide qui met souvent en relief, et avec clarté, les points forts. On aurait pourtant souhaité moins de détails et plus d'analyse. Près du dixième du livre, par exemple p. 151-171, traite de l'invasion soviétique de l'Afghanistan. L'épisode est certes important, mais l'est-il plus que les six guerres arabo-israéliennes et les deux guerres du Golfe ?

La thèse principale du livre est que les deux superpuissances ont créé de pair des questions diplomatiques au Moyen-Orient en exagérant leur rivalité de la guerre froide, en insistant trop sur les questions de sécurité et en ignorant les intérêts régionaux. Je suis d'accord avec cette approche ; mais le raisonnement de Taylor peut être poussé plus loin. La contradiction supposée entre les intérêts globaux et les intérêts régionaux des superpuissances est trompeuse. Toutes les politiques étrangères sont « globales » sous peine d'incohérence, car les actions et les objectifs d'un Etat dans toute zone déterminée doivent s'adapter à une situation stratégique plus large. Il aurait été plus utile sans doute de montrer que les Etats-Unis et l'Union soviétique pouvaient parvenir à un arrêt de la guerre froide au Moyen-Orient, comparable à celui auquel ils sont parvenus, mais à un moindre coût (à la fois pour les superpuissances et pour les peuples de la région), s'ils avaient seulement accepté une neutralisation de fait du Moyen-Orient.

De plus, affirmer, comme le fait Taylor, que les superpuissances auraient mieux réussi si elles avaient porté une plus grande attention aux problèmes régionaux, ne sert qu'à esquiver la question la plus cruciale. De quels problèmes régionaux s'agit-il ? S'il y avait eu un consensus régional, nous n'aurions jamais connu ce que Malcolm Kerr qualifia de façon pertinente de « guerre froide arabe », les six

guerres arabo-israéliennes, la guerre Irak-Iran, etc. Taylor veut certainement signifier que les Etats-Unis (et l'Union soviétique) auraient pu mieux faire s'ils avaient déterminé quels dirigeants régionaux il leur fallait soutenir ou combattre (et les Etats sont forcés de traiter avec des dirigeants étrangers ; ils ne peuvent négocier avec « le peuple »). J'approuve l'idée bien que le choix ne soit pas facile en général. Oui, les Etats-Unis avaient adopté une attitude d'affrontement trop dure avec Nasser et ils ont été trop accommodants avec Israël. Qu'en est-il cependant de l'appui accordé aux monarchies traditionnelles de la péninsule Arabique ? Ou à Hafez al-Assad de Syrie ? Les Etats-Unis devraient-ils, ou pourraient-ils, s'entendre avec Hamas ? Sont-ils trop lents à parvenir à une relation acceptable avec l'Iran ?

Des réponses sont possibles malgré tout. Taylor aurait pu conclure que les Etats-Unis (l'Union soviétique n'existe plus et la Russie est écartée pour le moment) devraient maintenant, et pour leur propre compte, jouer le rôle d'avant-garde en poussant à un règlement arabo-israélien, ou à une meilleure répartition des ressources économiques régionales, ou à une inversion de la course régionale aux armements, ou à tout cela à la fois. Ou bien, il aurait pu, à partir de son analyse historique, soutenir l'idée que les Etats-Unis devraient adopter une définition minimaliste de ses intérêts au Moyen-Orient, et laisser le champ libre à des forces régionales et à des forces étrangères intéressées à jouer un rôle plus prononcé ; en clair, qu'ils ne devraient pas prétendre à organiser le Moyen-Orient. J'aurais préféré la dernière conclusion. Les arguments de Taylor vont dans le sens de la première. Les deux positions, ou quelque autre attitude médiane, pourraient en réalité mieux éclairer les options disponibles plutôt que l'opposition entre globalisme et régionalisme.

Ce qui manque énormément dans l'étude de Taylor est l'attention accordée à la capacité des forces régionales à prendre des initiatives. Il souligne l'habileté du « client » Israël à manipuler le « patron » américain, mais il aurait pu aussi bien prendre au sérieux la déclaration d'un diplomate soviétique selon qui « *la Syrie prend tout de nous, exceptés les conseils* ». Même les parties les plus faibles dans le jeu diplomatique moyen-oriental parviennent à mettre les puissances extérieures et régionales devant le fait accompli. Les exemples en sont nombreux : le Koweït obtenant le changement d'immatriculation de ses pétroliers durant la guerre Irak-Iran, les détournements d'avion par le FPLP en 1970 qui déclenchèrent le tragique Septembre noir qu'aucune partie impliquée n'avait voulu, etc. Oui, pour le malheur de tous ceux qui sont concernés, le Moyen-Orient continue d'être manipulé et tourmenté par les puissances étrangères, comme il le fut depuis près de deux siècles. Toutefois, les dirigeants politiques du Moyen-Orient ont été eux-mêmes des participants actifs au malheureux jeu diplomatique.

Taylor pense que la politique américaine au Moyen-Orient est destinée à « *maintenir l'ordre politique établi* » (p. 51). Je suis d'accord avec cette analyse, tout en relevant un certain nombre d'exceptions. Les Etats-Unis ont, par exemple,

cherché sérieusement à accélérer la décolonisation, en particulier durant les années qui ont suivi la Deuxième Guerre mondiale. D'autre part, ils répugnaient à mener, ouvertement ou en secret, des opérations visant à renverser des gouvernements existants (c'est là certainement l'une des définitions de l'ordre politique établi) quand ils devenaient trop « radicaux » (« radical » est le terme américain favori appliqué à ceux que les Etats-Unis combattent, en opposition avec nos amis, toujours qualifiés de « modérés »).

L'évocation par Taylor du « *consentement du général Sharon au massacre des civils palestiniens par la milice maronite à Sabra et Chatila* » (p. 121) est une expression maladroite. Je ne défendrais certainement pas Ariel Sharon qui représente l'un des plus importants obstacles à un règlement du conflit israélo-palestinien. Cependant nous aurions été plus avisés de traduire le général Sharon devant le tribunal de l'opinion publique afin de mettre au jour les vérités terrifiantes qu'il incarne, plutôt que de lui accorder, ainsi qu'à ses défenseurs, la possibilité de détourner l'attention en criant « au fou ». C'est là quelque chose que le magazine *Time* a compris.

J'aurais souhaité qu'en présentant la politique américaine, Taylor se soit abstenu d'écrire : « *A quelques exceptions près, la question de la double loyauté n'a pas été prise en considération quand des juifs se sont trouvés à des postes de décision importants ou lorsqu'ils ont eu accès à des informations politiquement sensibles* » (p. 129). Quelle serait alors la situation des afro-américains, des polono-américains et bien évidemment des arabo-américains si nous devions suivre cette logique ? Devrais-je, en tant que WASP *, être écarté du service public dans des pays protestants ? La préoccupation de Taylor est certes compréhensible ; elle résulte des travaux qu'il a menés au long de sa carrière d'universitaire sur la sympathie prononcée des Américains pour Israël et leur hostilité à l'encontre des Palestiniens. A l'inverse, je n'ignore pas le poids que les Palestiniens acquièrent de plus en plus dans les médias américains, ni la raison de ce retournement. Toutefois, nous Américains devons en principe agir suivant le principe d'une citoyenneté une et indivisible, impliquant l'accès égal de tous au service public et à l'opinion. Quelquefois, les faits doivent s'accorder aux principes.

Je m'interroge, pour finir, sur la conclusion de Taylor selon laquelle « *l'idéologie est devenue dans une certaine mesure obsolète dans les relations internationales, y compris au Moyen-Orient* » (p. 187). Que fait-il alors des actions et des réactions suscitées par les politiques islamistes, de l'Algérie à l'Afghanistan ? Des efforts menés par les militants du Moyen-Orient en faveur de la démocratie et des droits de l'homme pour mettre fin au terrorisme et à la torture ? L'idéologie, qu'elle soit inoffensive ou violente, demeure présente et agissante au Moyen-Orient.

The Superpowers and the Middle East est un ouvrage attirant, écrit par un auteur chevronné et responsable. J'approuve les grandes lignes de son analyse,

* Pour White Anglo-Saxon Protestant (NDLR).

tout en demeurant réservé sur quelques aspects. Je me fais toujours un plaisir de lire ses puissantes synthèses, riches en réflexions nouvelles. Mais, en achevant ce compte rendu, j'apprends avec tristesse la mort de l'auteur. Les études sur le monde arabe et le Moyen-Orient perdent avec lui un chercheur consciencieux.

L. Carl BROWN